

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

H. BUNLE

A propos de l'article de A. Sauvy : « Statistique générale et service national de statistique de 1919 à 1944 »

Journal de la société statistique de Paris, tome 116 (1975), p. 245-247

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1975__116__245_0

© Société de statistique de Paris, 1975, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

TRIBUNE

A PROPOS DE L'ARTICLE DE A. SAUVY : « STATISTIQUE GÉNÉRALE ET SERVICE NATIONAL DE STATISTIQUE DE 1919 A 1944 » (1)

Pour mieux comprendre le rôle limité, quoique déjà très important de la S. G. F. (Statistique générale de la France) dans la période 1922-1942, il convient de remonter à son origine en 1896. A ce moment, chaque ministère établissait, ou non, publiait ou non, quelques tableaux statistiques. En particulier, le Bureau des statistiques du ministère de l'Intérieur (héritier de celui fondé par Thiers et qui avait quelque temps bien fonctionné) était dirigé par un chef souvent renouvelé et nullement préparé à son rôle. Il était en principe, chargé du recensement et du mouvement de la population, de la statistique des causes de décès. Les résultats concernant la France entière étaient obtenus par l'addition de tableaux établis dans chaque commune avec tous les inconvénients et erreurs que ce système comporte.

Tout était à refaire, ou à créer, dans un climat pour le moins indifférent, et parfois hostile. Certains membres du Parlement et du Gouvernement prétendaient même que les statistiques étaient non seulement inutiles mais nuisibles. C'est dans cette atmosphère que fut créé le ministère du Travail. Ministre et dirigeants constatèrent alors qu'ils n'avaient aucune base pour leur politique sociale. A. Fontaine, directeur général au ministère du Travail fit effectuer en 1896 un recensement des industries et professions, lié au recensement de la population, et pour la première fois établi au moyen de fiches individuelles. Le dépouillement de celles-ci fut effectué par Hollerith sous le contrôle de L. March.

Les résultats publiés, March, au rôle duquel on ne rendra jamais assez hommage, proposa, avec un budget annuel équivalant à la moyenne annuelle des dépenses réglées à Hollerith, la création de la S. G. F. Jusqu'en 1914, l'effectif de celle-ci comprenait : 1 directeur, 1 sous-directeur, 4 statisticiens, 1 secrétaire comptable, dessinateur à l'occasion, 1 dactylographe et environ 80 agents, hommes et femmes chargés des dépouillements pour le recensement et le mouvement de la population. Avec ces moyens limités à l'extrême, elle devait reprendre notamment toutes les statistiques jusque là confiées au ministère de l'Intérieur. A son début, March, fut aidé par Huber et Risser, puis par Huber seul jusqu'en

1. *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1^{er} trimestre 1975, pp. 34 à 43.

1907. En 1908, il put recruter 4 statisticiens, qui durent faire eux-mêmes leur éducation statistique. Il eut alors quelques possibilités d'établir, recueillir et publier des statistiques nouvelles dressées en France et à l'étranger.

A partir de 1911, les statistiques du mouvement de la population en France furent dressées au moyen de bulletins individuels établis dans chaque mairie pour les mariages, naissances, décès, divorces. Ce qui permit d'avoir des statistiques à la fois plus exactes et plus étendues. En 1911 également, il créa le *Bulletin* de la S. G. F. Y étaient publiés les principaux résultats des statistiques françaises ou étrangères existantes, relatives non seulement à la population mais à tout ce qui concerne le mouvement économique (production, prix, valeurs mobilières, etc.) ainsi que des études, principalement dues à ses collaborateurs. Il lui était impossible de mieux faire. Non seulement en raison de l'état d'esprit du moment, qui limitait encore le domaine statistique, mais aussi et surtout parce que les moyens financiers lui faisaient cruellement défaut. Un exemple : dans les quatre années qui précédèrent le premier conflit mondial, le Parlement lui refusa quatre fois un crédit nouveau de 50 000 francs. Celui-ci ne fut obtenu qu'en 1914, le projet de budget ayant été adopté sans discussion à la déclaration de guerre. C'est grâce à ce crédit miracle que M. Sauvy fut reçu au concours de 1922 et entra à la S. G. F.

March se retira fin 1919. Huber lui succéda. Au début de cette même année, j'étais allé à Strasbourg prendre la direction de l'Office de statistique d'Alsace et de Lorraine, dont March et Huber voulaient faire le prototype de centres économiques et statistiques à installer dans quelques grands centres de province. Ces créations n'eurent pas lieu, faute de crédits. Il y avait des besoins plus urgents à satisfaire. Cette idée fut reprise plus tard par Carmille, mais dans un tout autre but. En 1925, il contribue à la création du Service de statistique d'Indochine, dont les dirigeants provenaient de la S. G. F. Il ne fut pas aussi heureux en Afrique du Nord. Des services n'y furent créés qu'en 1943 après deux voyages de moi-même d'abord et de Carmille par la suite.

A mon retour de Strasbourg, en 1920, je signalais à March que Simiand proposait de créer dans cette ville un Institut socio-économique et je lui dis qu'il conviendrait sans doute de monter à Paris un institut de statistique, il me dit qu'il s'en occuperait, c'est ainsi que fut créé par Borel, Cl. Colson et lui-même l'embryon de l'actuel I. S. U. P. Y professèrent notamment au début Borel, Huber, March, Rueff, G. Darmois. Jusqu'au début de la deuxième guerre, il vécut grâce aux subventions des grandes sociétés, industrielles et financières, compagnies d'assurances, etc.

Après sa mise à la retraite, March, en liaison avec des services analogues à l'étranger (Harvard, Londres, etc.), créa un bureau où il publiait des séries de courbes relatives au monde des affaires.

En 1921, le ministère de l'Intérieur cessa d'établir la Statistique des causes de décès. La S. G. F. était disposée à prendre la relève, ce qui entraînait le dépouillement annuel d'environ 700 000 bulletins; mais elle pouvait utiliser à cet effet ses classicompteuses nécessaires au recensement. Elle ne put obtenir de crédits supplémentaires. Le Comité national contre la tuberculose, ne recevant plus de statistiques, lui offrit un crédit que pour des raisons budgétaires la S. G. F. ne put accepter. Il fit alors cadeau à la S. G. F. de perforatrices et d'une trieuse Hollerith.

C'est fin 1940, que Carmille fit adopter par Pétain son projet de Service démographique nom qui dissimulait bien autre chose, principalement la création de bureaux de recrutement, les anciens ayant été interdits par les Allemands. Mes pourparlers avec lui datent de la même époque, après la remise de ma note à M. Moreau-Néret. Ils furent rompus après une

première entrevue à Vichy, qui donna lieu à un violent accrochage entre Huber et M. de Saint-Salvy. Ils reprirent en 1942 à Lyon. Je ne consentis à couvrir les projets du moment de Carmille, établis dans un but patriotique, qu'en obtenant que la S. G. F. (qui serait absorbée administrativement par le Service national des statistiques) demeurerait indépendante en fait. Ce fut difficile, Saint-Salvy y étant opposé. Mais jusqu'à sa fin, Carmille observa rigoureusement ce contrat oral.

J'aborderai maintenant deux points particuliers abordés par Sauvy.

1. C'est en lisant le *Journal* de l'American Statistical Association vers 1930 que j'eus connaissance des travaux de Lotka. Je les signalais à Husson, qui était sous mes ordres, et lui demandais d'écrire une étude sur la natalité et l'accroissement de la population en France et à l'étranger, en utilisant ce travail. Cette étude, qui parut dans le *Bulletin* de la S. G. F. complétait celle que je venais de publier sur la mortalité comparée dans ces mêmes pays.

2. La S. G. F. a toujours dressé des tables de mortalité pour la France entière d'après les résultats des recensements et du mouvement de la population. Les premières (calculées par March, Huber, Bournier) figurent dans les publications consacrées aux résultats des recensements de la population. Depoid et moi-même, nous avons établi celle des ouvriers mineurs. Je considère que le calcul et la connaissance des taux de mortalité par âge (dont on décrit les survivants à chaque âge et l'espérance de vie à la naissance) est la chose la plus importante. C'est grâce à ces taux qu'on met notamment en évidence l'excessive surmortalité masculine aux âges adultes. L'utilisation de la population type n'a été qu'un moyen pour moi de faciliter certains calculs numériques importants que, faute d'aide, j'étais dans l'obligation de faire moi-même.

H. BUNLE

Ancien président